



Secretariat of the National Security and
Intelligence Committee of Parliamentarians

Secrétariat du Comité des parlementaires
sur la sécurité nationale et le renseignement

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Rapport sur les résultats ministériels 2024-2025

L'honorable Steven MacKinnon

Leader du gouvernement à la Chambre des communes

Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre, leader du gouvernement à la
Chambre des communes, 2025

Catalogue CP100-2E-PDF

ISSN 2561-9837

Also available in English under the title : Departmental Results Report 2024-2025

Rapport sur les résultats ministériels 2024-2025 du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Contenu :

- Aperçu
- Message du ministre
- Résultats : ce que nous avons accompli
 - Responsabilité essentielle 1 : Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement
 - Services internes
- Dépenses et ressources humaines
 - Dépenses
 - Financement
 - Faits saillants des états financiers
 - Ressources humaines
- Tableaux de renseignements supplémentaires
- Dépenses fiscales fédérales
- Renseignements ministériels
- Définitions

Aperçu

Le présent rapport des résultats ministériels présente les réalisations réelles du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (CPSNR) par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le Plan ministériel 2024-2025.

- Vision, mission, raison d'être et contexte opérationnel

Principales priorités

Le Secrétariat du CPSNR a cerné les principales priorités suivantes pour 2024-2025 :

- soutenir la réalisation de l'examen par le Comité concernant l'ingérence étrangère dans les processus démocratiques au Canada;
- soutenir l'examen par le Comité des défis associés à l'interception légale des communications par le milieu de la sécurité et du renseignement;
- soutenir l'achèvement du rapport annuel de 2023-2024 du Comité, qui comprendra un aperçu des activités du Comité menées au cours de la dernière année;
- soutenir les délibérations du Comité sur son plan d'examen prospectif;
- soutenir la collaboration du Comité auprès des acteurs de l'appareil canadien de la sécurité nationale et du renseignement, de partenaires internationaux et d'autres intervenants (notamment des universitaires, des organisations non gouvernementales et des groupes de

défense des droits civils) afin de l'aider à avoir une vision plus globale des problèmes auxquels fait face l'appareil;

- appuyer la collaboration du Comité auprès du Parlement concernant l'examen quinquennal de la *Loi sur le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement* (Loi sur le CPSNR).

Points saillants visant le Secrétariat du CPSNR en 2024-2025

- Total des dépenses réelles (y compris les services internes) : 3 093 354 \$
- Total des équivalents temps plein (y compris les services internes) : 8,4

Pour obtenir des renseignements complets sur les dépenses totales et les ressources humaines du Secrétariat du CPSNR, consultez la section [Dépenses et ressources humaines](#) du rapport intégral sur les résultats ministériels.

Résumé des résultats

Ce qui suit présente un résumé des résultats obtenus par le ministère en 2024-2025 dans ses principaux domaines d'activités, désignés comme « responsabilités essentielles ».

Responsabilité essentielle 1 : Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Dépenses réelles : 1 789 493 \$

Équivalents temps plein réels : 6,8

Le rapport annuel du Comité a été soumis au premier ministre le 4 mars 2025.

Le rapport annuel du Comité est conforme aux exigences législatives.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'[examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement](#) du Secrétariat du Comité des CPSNR, lire la section « Résultats : ce que nous avons accompli » du rapport ministériel des résultats.

Message du ministre



L'honorable Steven MacKinnon
Leader du gouvernement à la Chambre des communes

J'ai le plaisir de vous présenter le Rapport sur les résultats ministériels 2024-2025 du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (CPSNR). Le présent document résume les résultats du Secrétariat au cours de l'exercice financier précédent.

Depuis sa création en 2017, le Secrétariat a aidé le Comité à effectuer quatorze examens de l'appareil canadien de la sécurité nationale et du renseignement portant sur un large éventail d'organisations et de questions d'intérêt.

En 2024-2025, le Secrétariat a aidé le Comité à réaliser ses rapports annuels de 2023 et de 2024, le Rapport spécial sur l'ingérence étrangère dans les processus et les institutions démocratiques du Canada et le Rapport spécial sur l'accès légal aux communications par les organismes de sécurité et du renseignement, et à entamer un examen du rôle du conseiller à la sécurité nationale et au renseignement auprès du premier ministre.

Le Secrétariat a également informé les deux nouveaux membres du Comité de leurs rôles et responsabilités, ainsi que des travaux réalisés à ce jour, et a veillé à ce que les mesures de sécurité nécessaires soient prises.

Ce ne sont là que quelques faits saillants des réalisations du Secrétariat du CPSNR au cours de la dernière année. Je vous invite à vous renseigner davantage sur les résultats ministériels.

Résultats : ce que nous avons accompli

Responsabilités essentielles et services internes

- Responsabilité essentielle 1 : Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement
- Services internes

Responsabilité essentielle 1 : Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Dans cette section

- Description
- Répercussions sur la qualité de vie
- Progrès réalisés par rapport aux résultats
- Détails sur les résultats
- Principaux risques
- Ressources nécessaires à l'atteinte des résultats
- Priorités gouvernementales connexes

Description

La responsabilité essentielle du Secrétariat est de soutenir l'examen par les parlementaires des activités axées sur la sécurité nationale et le renseignement au Canada, contribuant ainsi à améliorer la transparence et la responsabilisation dans le contexte du cadre de sécurité nationale.

Répercussions sur la qualité de vie

Le domaine le plus étroitement lié à la responsabilité essentielle est la « saine gouvernance », avec l'indicateur « confiance dans les institutions ».

Progrès réalisés par rapport aux résultats

La section qui suit décrit le rendement du ministère par rapport à ses objectifs pour chaque résultat du ministère relevant de la responsabilité essentielle 1 : examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement.

Tableau 1 : Cibles et résultats relatifs à l'examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement

Le tableau 1 montre la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels pour chaque indicateur dans le cadre de l'examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement au cours des trois derniers exercices.

Améliorer la transparence et la responsabilité du cadre de sécurité nationale

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Le rapport annuel du Comité est remis au premier ministre au plus	Le rapport annuel du Comité doit être remis	31 décembre 2024	Rapport présenté au premier ministre pour :

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
tard le 31 décembre de chaque année.	au premier ministre au plus tard le 31 décembre. Ce rapport doit satisfaire aux exigences du paragraphe 21(1) de la Loi sur le CPSNR.		2022-2023 : 12 mai 2023 2023-2024 : 10 avril 2024 2024-2025 : 4 mars 2025
Le rapport annuel du Comité est conforme aux exigences législatives.			Le rapport respectait les exigences législatives.

La section « [Résultats](#) » de l'Infographie du Secrétariat du CPSNR dans l'InfoBase du GC fournit des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement relativement à l'inventaire des programmes.

Détails sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus par le Secrétariat en 2024-2025 par rapport aux résultats prévus dans le plan ministériel pour l'exercice.

Améliorer la transparence et la responsabilité du cadre de sécurité nationale

Résultats atteints

- Le rapport annuel 2024 du Comité a été soumis au premier ministre le 4 mars 2025.
- Le rapport annuel du Comité est conforme aux exigences législatives.

Principaux risques

La Loi sur le CPSNR établit le droit d'accès du Comité à l'information détenue par le gouvernement et les limites de ce droit, y compris les renseignements qui constituent un renseignement confidentiel du Conseil privé du Roi pour le Canada. Dans ses examens et rapports annuels précédents, le Comité a soulevé une préoccupation au sujet de la portée de la définition de renseignements confidentiels du Cabinet établie dans sa loi habilitante et énoncée au paragraphe 39(2) de la *Loi sur la preuve au Canada*. Il en va de même pour l'absence d'une obligation pour les ministères d'indiquer au Comité combien de documents pertinents ne peuvent être communiqués, lesquels et pour quelles raisons. Le Comité craint que cela nuise à sa capacité et à celle du Secrétariat de remplir correctement leurs mandats. Ce risque s'applique également à la capacité du Secrétariat à aider le Comité à s'acquitter de son mandat. Le Secrétariat a continué à travailler tout au long du processus de rédaction et dans ses discussions avec le Bureau du Conseil privé pour atténuer ce risque.

Ressources nécessaires à l'atteinte des résultats

Tableau 2 : Aperçu des ressources humaines prévues pour l'examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement

Le tableau 2 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des ETP requis pour obtenir ces résultats.

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	2 635 805	1 789 492

Ressources	Prévues	Réelles
Équivalents temps plein	7,0	6,8

La section « [Finances](#) » et la section « [Personnel](#) » de l'Infographie du Secrétariat du CPSNR dans l'InfoBase du GC fournissent des renseignements complets sur les finances et les ressources humaines concernant l'inventaire des programmes du Secrétariat.

Priorités gouvernementales connexes

Cette section met en évidence la priorité gouvernementale qui est abordée dans le cadre de cette responsabilité essentielle.

Analyse comparative entre les sexes Plus

En 2024-2025, le Secrétariat était composé de neuf équivalents temps plein ayant des antécédents ainsi que des expériences et compétences professionnelles variées consistant en un ensemble approprié de compétences de recherche et d'analyse.

De plus amples renseignements sur la contribution du Secrétariat au Plan fédéral de mise en œuvre du Programme à l'horizon 2030 et de la Stratégie fédérale de développement durable se trouvent dans la [Stratégie ministérielle de développement durable](#).

Services internes

Dans cette section

- [Description](#)
- [Progrès réalisés par rapport aux résultats](#)
- [Ressources nécessaires à l'atteinte des résultats](#)
- [Contrats attribués à des entreprises autochtones](#)

Description

Les services internes désignent les activités et les ressources qui aident un ministère à remplir ses obligations ministérielles et à mettre en œuvre ses programmes. Les dix catégories de services internes sont les suivantes :

- Services de gestion et de surveillance
- Services des communications
- Services juridiques
- Gestion des ressources humaines
- Gestion financière
- Gestion de l'information
- Technologies de l'information
- Biens immobiliers
- Matériel
- Acquisitions

Progrès réalisés par rapport aux résultats

La présente section décrit en détail comment le ministère a atteint les résultats et les cibles relatives aux services internes.

Le Secrétariat attribue les dépenses et les activités suivantes aux services internes : protocole d'entente avec le Bureau du Conseil privé pour les services ministériels, administratifs, de technologie de l'information et de soutien à la sécurité; protocole d'entente avec le Centre de sécurité des télécommunications pour les services de technologie de l'information; et le conseiller juridique, ce qui est conforme à la pratique courante.

Ressources nécessaires à l'atteinte des résultats

Tableau 3 : Ressources nécessaires à l'atteinte des résultats liés aux services internes cette année

Le tableau 3 présente un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) nécessaires pour atteindre les résultats.

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	1 084 795	1 303 862
Équivalents temps plein	3,0	1,6

Les sections « Finances » et « Personnel » de l'Infographie du Secrétariat du CPSNR dans l'InfoBase du GC fournissent des renseignements complets sur les finances et les ressources humaines liés à l'inventaire des programmes du Secrétariat.

Contrats attribués à des entreprises autochtones

Chaque année, les ministères du gouvernement du Canada doivent attribuer au moins 5 % de la valeur totale des marchés à des entreprises autochtones.

Priorités du Secrétariat du CPSNR pour 2024-2025 :

Tableau 4 : Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones¹

Comme le montre le tableau 4, le Secrétariat du CPSNR a attribué 6,45 % de la valeur totale des marchés à des entreprises autochtones pour l'exercice.

Indicateurs de rendement liés à l'attribution de marchés	Résultats pour 2024-2025
Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones ² (A)	0 \$
Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones et non autochtones (B)	123 976,02 \$

Indicateurs de rendement liés à l'attribution de marchés	Résultats pour 2024-2025
Valeur des exceptions approuvées par l'administrateur général (C)	0 \$
Pourcentage de marchés attribués à des entreprises autochtones $[A / (B - C) \times 100]$	6,45 %
¹Le terme « marché » désigne un accord contraignant pour l'achat d'un bien, d'un service ou d'un ouvrage, à l'exclusion des baux immobiliers. Il comprend les modifications aux marchés et les marchés conclus au moyen de cartes d'achat de plus de 10 000 \$. ²En ce qui concerne la cible minimale de 5 %, les données dans ce tableau reflètent la façon dont Services aux Autochtones Canada (SAC) définit « entreprise autochtone », soit : ○ une entreprise dont le propriétaire-exploitant est un Aîné, un conseil de bande ou un conseil tribal; ○ une entreprise inscrite au Répertoire des entreprises autochtones; ○ une entreprise inscrite à une liste d'entreprises bénéficiaires d'un traité moderne.	

Au cours de la période visée par le rapport, le Secrétariat a dépassé la cible minimale de 5 % fixée par le gouvernement du Canada, en attribuant 6,45 % de ses marchés à des entreprises autochtones, par l'achat de fournitures de bureau auprès d'un fournisseur autochtone autorisé. Ce résultat met en lumière les efforts proactifs du Secrétariat pour soutenir la participation économique des Autochtones et démontre des mesures concrètes pour faire progresser les objectifs de réconciliation des marchés du gouvernement.

Dépenses et ressources humaines

Dans cette section

- [Dépenses](#)
- [Financement](#)
- [Faits saillants des états financiers](#)
- [Ressources humaines](#)

Dépenses

Cette section présente un aperçu des dépenses prévues et réelles du ministère de 2022-2023 à 2027-2028.

Résumé du rendement budgétaire

Tableau 5 : Dépenses réelles sur trois ans relatives aux responsabilités essentielles et aux services internes (en dollars)

Le tableau 5 présente le montant d'argent que le Secrétariat du CPSNR a dépensé au cours des trois dernières années pour s'acquitter de ses responsabilités essentielles et pour les services internes.

Responsabilités essentielles et services internes	Budget principal des dépenses 2024-2025	Autorisations totales pouvant être utilisées 2024-2025	Dépenses réelles sur trois ans (autorisations utilisées)
Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	2 635 805	2 636 415	• 2022-2023 : 2 003 822 • 2023-2024 : 2 068 361 • 2024-2025 : 1 789,49
Total partiel	2 635 805	2 636 415	4 251 132
Services internes	1 084 795	1 240 301	• 2022-2023 : 847 557 • 2023-2024 : 960 895 • 2024-2025 : 1 789 492
Total	3 720 600	3 876 716	• 2022-2023 : 2 851 379 • 2023-2024 : 3 029 256 • 2024-2025 : 3 093 354

Analyse des dépenses des trois derniers exercices

Le profil de financement du Secrétariat demeure relativement constant chaque année. Les écarts d'un exercice à l'autre sont principalement attribuables aux fluctuations des coûts liés à l'accueil pour les réunions du Comité, aux déplacements, aux périodes de séances, au personnel du Secrétariat et aux membres du Comité.

La section « [Finances](#) » de l'Infographie du Secrétariat dans l'InfoBase du GC fournit de plus amples renseignements financiers sur les exercices précédents.

Tableau 6 : Dépenses prévues sur trois ans pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Le tableau 6 présente le montant que le Secrétariat du CPSNR prévoit dépenser au cours des trois prochaines années pour s'acquitter de ses responsabilités essentielles et pour les services internes.

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses prévues pour 2025-2026	Dépenses prévues pour 2026-2027	Dépenses prévues pour 2027-2028
Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	2 643 480	2 645 718	2 645 718
Total partiel	2 643 480	2 645 718	2 645 718
Services internes	1 116 894	1 117 839	1 117 839
Total	3 760 374	3 763 557	3 763 557

Analyse des dépenses des trois prochains exercices

Le Secrétariat prévoit que ses dépenses demeureront constantes au cours des prochaines années. Toutefois, comme les élections fédérales canadiennes de 2025 ont entraîné la dissolution du Parlement et, par conséquent, du Comité, le Secrétariat a réduit ses dépenses liées aux allocations des membres du comité et à l'accueil. En outre, le gouvernement du Canada a entamé un examen complet des dépenses afin de promouvoir des dépenses responsables et rentables dans l'ensemble des ministères et organismes du gouvernement fédéral. Le Secrétariat du CPSNR est tenu de prendre part à l'examen.

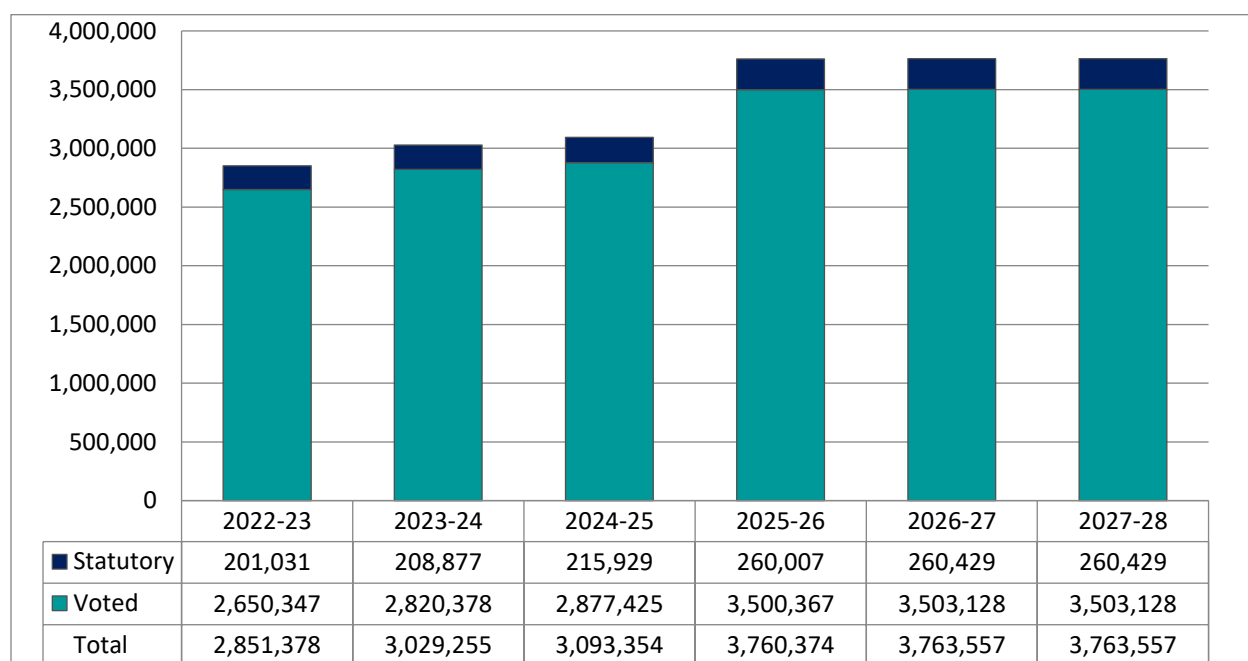
La section « [Finances](#) » de l'Infographie du Secrétariat dans l'InfoBase du GC fournit des renseignements plus détaillés concernant les exercices à venir.

Financement

Cette section donne un aperçu du financement voté et législatif du ministère pour ses responsabilités essentielles et pour les services internes. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les autorisations de financement, consulter la page [Budget et dépenses du gouvernement du Canada](#).

Graphique 1 : Financement approuvé (législatif et voté) pour une période de six ans

Le graphique 1 résume le financement voté et législatif approuvé par le ministère de 2022-2023 à 2027-2028.



Version texte du graphique 1

Le graphique 1 présente les renseignements suivants dans un diagramme à barres :

Exercice	Législatives	Votées	Total
2022-2023	201 031	2 650 347	2 851 378
2023-2024	208 877	2 820 378	3 029 255

Exercice	Législatives	Votées	Total
2024-2025	215 929	2 877 425	3 093 354
2025-2026	260 007	3 500 367	3 760 374
2026-2027	260 429	3 503 128	3 763 557
2027-2028	260 429	3 503 128	3 763 557

Analyse du financement législatif et voté pour une période de six exercices

Les dépenses pour l'exercice 2022-2023 étaient inférieures en raison de la pandémie de la COVID-19, laquelle a mené à un nombre moins élevé de réunions du Comité et ainsi à des dépenses moins élevées pour l'accueil et l'interprétation.

À l'exercice 2023-2024, les dépenses du Secrétariat ont augmenté par rapport à l'année précédente, à mesure que les réunions du Comité reprenaient en personne et que les coûts associés à l'accueil et à l'interprétation simultanée augmentaient.

Il est prévu qu'à partir de 2025-2026 et, par la suite, les dépenses demeureront constantes, une fois que le Comité reprendra ses réunions et que le Secrétariat comptera un effectif complet.

Consulter la page Web des [Comptes publics du Canada](#) pour obtenir de plus amples renseignements sur les dépenses votées et législatives du Secrétariat.

Faits saillants des états financiers

[États financiers](#) (non vérifiés) du Secrétariat du CPSNR pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2025.

Tableau 7 : État des résultats condensé prospectif pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025 (en dollars)

Le tableau 7 résume les dépenses et les recettes pour 2024-2025, qui correspondent au coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement.

Renseignements financiers	Résultats réels pour 2024-2025	Résultats prévus pour 2024-2025	Différence (résultats réels moins résultats prévus)
Total des dépenses	3 306 418	3 926 649	(620 231)
Total des recettes	0	0	0
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 306 418	3 926 649	(620 231)

Analyse des dépenses et des recettes pour 2024-2025

Le coût net réel des opérations du ministère pour les activités poursuivies a été inférieur de 620 231 \$ aux résultats prévus. Cette baisse des coûts s'explique par la diminution des dépenses liées aux déplacements et aux postes vacants tout au long de l'année au sein du Comité et du Secrétariat.

L'information sur les résultats prévus pour 2024-2025 est fournie dans [l'État des résultats prospectif et les notes pour 2024-2025](#) du Secrétariat.

Tableau 8 : État des résultats condensé (non vérifiés ou vérifiés) pour 2023-2024 et 2024-2025 (en dollars)

Le tableau 8 résume les dépenses et les recettes réelles et montre le coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts.

Renseignements financiers	Résultats réels pour 2024-2025	Résultats réels pour 2023-2024	Écart (2024-2025 moins 2023-2024)
Total des dépenses	3 306 418	3 277 969	28 449
Total des recettes	0	0	0
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 306 418	3 277 969	28 449

Analyse des écarts entre les recettes de 2023-2024 et de 2024-2025

Le coût de fonctionnement net réel du ministère avant le financement du gouvernement et les transferts pour 2024-2025 a augmenté de 28 449 \$ comparativement à 2023-2024. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation des dépenses salariales, ainsi qu'aux dépenses pour les services professionnels et spéciaux.

Tableau 9 : État de la situation financière condensé (non vérifié ou vérifié) au 31 mars 2025 (en dollars)

Le tableau 9 donne un bref aperçu des montants que le ministère doit ou qu'il est tenu de dépenser (passif) et des ressources disponibles (actif), ce qui permet d'indiquer sa capacité à exécuter des programmes et à offrir des services.

Renseignements financiers	Exercice financier en cours (2024-2025)	Exercice précédent (2023-2024)	Écart (2024-2025 moins 2023-2024)
Total du passif net	438 144	439 904	(1 760)
Total net des actifs financiers	281 718	295 961	(14 243)
Dette nette du ministère	156 426	143 943	12 483

Renseignements financiers	Exercice financier en cours (2024-2025)	Exercice précédent (2023-2024)	Écart (2024-2025 moins 2023-2024)
Total des actifs non financiers	5 529	6 626	(1 097)
Situation financière nette du ministère	(150 897)	(137 317)	(13 580)

Analyse de l'actif et du passif du ministère par rapport à l'exercice précédent

Par rapport à l'exercice 2023-2024, il y a eu une diminution du nombre de CAFE et DAFE créés en 2024-2025, le Secrétariat ayant reçu et traité la plupart des factures. Par conséquent, il y a eu moins de transactions en suspens à traiter pour les biens et les services rendus au cours de cette période.

Ressources humaines

Cette section présente un aperçu des ressources humaines réelles et prévues du ministère pour la période de 2022-2023 à 2027-2028.

Tableau 10 : Ressources humaines réelles pour les responsabilités essentielles et les services internes
Le tableau 10 présente un résumé des ressources humaines, en équivalents temps plein, pour les responsabilités essentielles du Secrétariat du CPSNR et ses services internes pour les trois exercices précédents.

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein réels pour 2022-2023	Équivalents temps plein réels pour 2023-2024	Équivalents temps plein réels pour 2024-2025
Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	7,7	7,5	6,8
Total partiel	7,7	7,5	6,8
Services internes	1	1,0	1,6
Total	8,7	8,5	8,4

Analyse des ressources humaines pour les trois derniers exercices

Entre l'exercice 2022-2023 et l'exercice 2024-2025, le Secrétariat et le Comité ont mené leurs activités malgré des postes vacants, en raison du roulement régulier du personnel. En 2023-2024, le Secrétariat a également créé un poste à temps plein de gestionnaire des Services internes et administratifs et a embauché une personne à cet effet. Le Secrétariat a récemment restructuré la composition du personnel chargé des examens et des services externes et dispose désormais d'un effectif complet de 12 équivalents temps plein.

Tableau 11 : Résumé de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes

Le tableau 11 présente les équivalents temps plein prévus pour chaque responsabilité essentielle et les services internes du Secrétariat du CPSNR qui sont prévus pour les trois prochaines années. Les ressources humaines pour l'exercice en cours sont prévues en fonction des données à ce jour.

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein prévus pour 2025-2026	Équivalents temps plein prévus pour 2026-2027	Équivalents temps plein prévus pour 2027-2028
Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	9,0	9,0	9,0
Total partiel	9,0	9,0	9,0
Services internes	3,0	3,0	3,0
Total	12,0	12,0	12,0

Analyse des ressources humaines pour les trois prochains exercices

Le Secrétariat a récemment restructuré la composition du personnel chargé des examens et des services externes et dispose désormais d'un effectif complet de 12 équivalents temps plein.

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires suivants sont disponibles sur le site Web du Secrétariat :

- [Renseignements sur les programmes de paiements de transfert](#)
- [Analyse comparative entre les sexes Plus](#)
- [Initiatives horizontales](#)
- [Réponse aux comités parlementaires et aux audits externes](#)

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de politique publique en appliquant des mesures spéciales, telles que de faibles taux d'imposition, des exonérations, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#). Ce rapport fournit aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, dont des descriptions, des objectifs, des données historiques et des renvois aux programmes de dépenses fédérales connexes ainsi qu'aux évaluations et aux résultats de l'ACS Plus liés aux dépenses fiscales.

Renseignements ministériels

Profil organisationnel

Ministre de tutelle : L'honorable Steven MacKinnon

Administratrice générale : Lisa-Marie Inman

Portefeuille ministériel : Bureau du Conseil privé

Loi habilitante : [Loi sur le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement](#)

Année de constitution ou de création : 2017

Coordonnées de l'organisation

Adresse postale : Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement
C.P. 8015, Succursale T, Ottawa (Ontario) K1G 5A6

Courriel : Secretariat@nsicop-cpsnr.gc.ca

Site Web : <https://www.canada.ca/fr/secretariat-comite-parlementaires-securite-nationale-renseignement.html>

Définitions

analyse comparative entre les sexes Plus (ACS Plus) [gender-based analysis plus (GBA Plus)]

Un outil analytique permettant de comprendre les façons dont les personnes issues de communautés diversifiées sont touchées par les politiques, les programmes et d'autres initiatives. L'application de l'ACS Plus aux politiques, aux programmes et à d'autres initiatives permet de déterminer les divers besoins des personnes touchées, les moyens d'être plus réceptif et inclusif et les méthodes permettant d'anticiper et d'atténuer les obstacles potentiels qui empêchent d'accéder à une initiative ou d'en bénéficier. L'ACS Plus va au-delà des différences biologiques (sexe) et socioculturelles (genre) pour prendre en compte d'autres facteurs, dont l'âge, l'incapacité, l'éducation, l'ethnicité, le statut économique, la situation géographique (y compris la ruralité), la langue, la race, la religion et l'orientation sexuelle.

cadre ministériel des résultats (departmental results framework)

Cadre qui établit un lien entre les responsabilités essentielles et les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel d'un ministère.

cible (target)

Objectif quantitatif ou qualitatif mesurable qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit d'atteindre dans un délai précis.

crédit (appropriation)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (budgetary expenditures)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

dépenses législatives (statutory expenditures)

Dépenses approuvées par le Parlement dans le cadre d'une loi, autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses ainsi que les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

dépenses non budgétaires (non-budgetary expenditures)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, d'investissements et d'avances qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses prévues (planned spending)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le budget principal des dépenses. Les ministères doivent déterminer leurs dépenses prévues et être en mesure de défendre les données financières présentées dans leurs plans ministériels et rapports sur les résultats ministériels.

dépenses votées (voted expenditures)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Le libellé d'un crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

entreprise autochtone (indigenous business)

Aux fins d'un rapport sur les résultats ministériels, il s'agit d'une entité qui répond aux exigences établies par Services aux Autochtones Canada : entreprise dont le propriétaire-exploitant est un Aîné, un conseil de bande ou un conseil tribal; entreprise inscrite au [Répertoire des entreprises autochtones](#); entreprise inscrite à une liste d'entreprises bénéficiaires d'un traité moderne.

équivalent temps plein (full-time equivalent)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Il s'agit du rapport entre les heures de travail assignées à un employé par semaine et les heures normales de travail prévues par l'employeur. Par exemple, un employé qui travaille 20 heures au cours d'une semaine de travail normale de 40 heures représente un équivalent temps plein de 0,5.

indicateur de rendement (performance indicator)

Moyen quantitatif ou qualitatif d'évaluer les progrès accomplis par rapport à un résultat au niveau d'un ministère ou d'un programme, ou les extrants ou les résultats attendus d'un programme, d'une politique ou d'une initiative.

indicateur de résultat ministériel (departmental result indicator)

Mesure quantitative ou qualitative des progrès réalisés relativement à un résultat ministériel.

initiative horizontale (horizontal initiative)

Programme, projet ou autre initiative dans le cadre duquel un ou plusieurs ministères fédéraux reçoivent des fonds pour travailler en collaboration à un résultat commun généralement lié à une priorité gouvernementale, et pour lequel les ministres concernés conviennent de désigner comme

horizontal. Des exigences précises en matière de rapports s'appliquent, notamment le fait que le ministère qui dirige l'initiative doit rendre compte des dépenses et des résultats combinés.

plan (plan)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

plan ministériel (departmental plan)

Rapport décrivant les activités prévues et le rendement attendu d'un ministère sur une période de trois ans. Les plans ministériels sont habituellement présentés au Parlement au printemps.

priorités gouvernementales (government priorities)

Aux fins du rapport sur les résultats ministériels de 2024-2025, les priorités gouvernementales s'entendent des thèmes de haut niveau qui décrivent le programme du gouvernement annoncé dans le [discours du Trône de 2021](#).

priorité ministérielle (departmental priority)

Plan, projet ou activité sur lequel le ministère choisit de concentrer ses efforts et dont il rend compte au cours d'une période de planification donnée. Les priorités représentent les tâches les plus importantes à accomplir ou les enjeux devant être réglés en premier lieu dans le but de contribuer à atteindre les résultats ministériels souhaités.

programme (program)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein d'un ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de service.

rapport sur les résultats ministériels (departmental results report)

Rapport présentant les réalisations d'un ministère par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

rendement (performance)

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

répertoire des programmes (program inventory)

Une liste qui énumère l'ensemble des programmes d'un ministère ainsi que les ressources qui permettent au ministère de s'acquitter de ses responsabilités essentielles et d'atteindre les résultats souhaités.

responsabilité essentielle (core responsibility)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les résultats ministériels énoncés pour une responsabilité essentielle reflètent les résultats que le ministère cherche à influencer ou à atteindre.

résultat (result)

Retombées ou extrants liés aux activités d'un ministère, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative.

résultat ministériel (departmental result)

Résultat de haut niveau lié aux responsabilités essentielles d'un ministère.